

# LA TUNISIE EST EN VOIE DE DÉSINDUSTRIALISATION<sup>1</sup> L'URGENCE D'UNE STRATÉGIE DE RELANCE

Par Rim Mouelhi



**Rim Mouelhi**  
Universitaire, Euro-Med Network  
for Economic  
Studies, ECON4Tunisia

**D**ans une économie à court de croissance, il est important que tous les secteurs économiques puissent contribuer à plein régime à la création de richesse et maximiser ainsi les chances de remporter les challenges vitaux de lutte contre le chômage et de développement.

L'industrie tunisienne, faut-il le rappeler, accapare le quart du PIB, emploie un travailleur sur 3 et génère plus de 85 % des exportations.

Force est de constater que l'industrie tunisienne, loin de son potentiel de croissance, accuse une perte de vitesse, voire poursuit une tendance à la désindustrialisation.

Ce phénomène qui aurait pu être qualifié de tendance naturelle de tertiarisation ou d'une ère post-industrielle dans une économie développée devrait plutôt nous interpellier, retenir notre attention et appeler une réaction énergique faute de stratégie proactive de la part des autorités.

## Une tendance à la baisse du poids et au ralentissement de l'activité industrielle

La Tunisie est confrontée depuis le milieu des années 2000 à un ralentissement de son activité industrielle et à une réduction progressive de son poids dans le PIB. Ce dernier est passé de 30% à la fin des années 90 à 23% en 2019 et ce malgré les faibles taux de croissance globale réalisés par l'économie tunisienne depuis la révolution.

D'abord limités mais progressifs jusqu'en 2011, la perte de poids dans le PIB et le ralentissement de l'activité industrielle se sont accélérés sur la période récente.

Quant au poids de l'industrie dans l'emploi, il n'a que très peu baissé passant de 34% au début des années 90 à 33% en 2017. La baisse du poids de l'industrie dans le PIB est plus rapide que celle de son poids dans l'emploi, ce qui confirme une tendance à la baisse des gains de productivité.

Ce recul a principalement concerné l'industrie non-manufacturière dont le poids est passé de 13,2% du PIB en 2013 à 9,4% en 2017 en conséquence de la crise dans les secteurs miniers et du pétrole, entraînant dans leur chute l'industrie chimique.

L'industrie manufacturière n'a pas été épargnée, son poids est passé de 17% dans le PIB en 1990 à 14,5 % en 2017. Alors qu'elle accaparait 20% de l'emploi en 1990 elle n'en détenait plus que 18% en 2019.

Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen du secteur manufacturier est passé de 4% sur la période 1975-1990 à des taux en repli de plus en plus aigus de - 0.1% sur la période 1990-2010 et de - 1.6% entre 2010 et 2017. Ce repli a concerné principalement l'industrie des matériaux de construction suite notamment aux difficultés des secteurs de l'immobilier et du BTP et de l'industrie textile suite à la fin des accords multifibres ainsi qu'à l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Cette tendance est également confirmée par l'évolution de l'indice de la production industrielle base 100 en 2010, qui est passé de 98 en 2013 à 92,3 en 2018 et 89,4 en 2019.

Le volume des exportations de biens manufacturés a baissé de 3,7% entre 2018 et 2019 particulièrement dans les secteurs de l'ITHC (-4,6%) et l'IME (-2,4%), mettant ainsi à nu un manque de compétitivité donnant l'avantage aux importations et



*Ce tableau relativement sombre ne devrait pas cacher les performances remarquables de quelques filières telles que les IME et l'industrie pharmaceutique*

contribuant à creuser le déficit de la balance commerciale.

Ce tableau relativement sombre ne devrait pas cacher les performances remarquables de quelques filières telles que les IME et l'industrie pharmaceutique qui brillent par une montée en gamme, une croissance rapide notamment au niveau des exportations et un excellent positionnement dans la région MENA. Malheureusement, ces performances n'ont pas suffi à endiguer le recul du secteur de l'industrie tout entier.

### Une désindustrialisation prématurée

Comparée à celle des pays développés, la baisse du poids de l'industrie tunisienne est restée jusque-là limitée. A titre de comparaison, l'industrie française a perdu 21 points de son poids dans le PIB passant de 35% en 1970 à 14% en 2007, détruisant dans son sillage plus de deux millions d'emplois industriels.

Contrairement aux pays développés, la principale spécificité de la désindustrialisation en Tunisie est son caractère prématuré, ayant démarré à un niveau encore bas du revenu par tête et du développement.

Grâce à une politique volontariste menée dans les années 70, le processus d'industrialisation a été le principal moteur de croissance et de modernisation de notre économie jusqu'aux années

90. Cependant, dans un contexte plutôt protectionniste, l'industrie tunisienne est restée confinée à une spécialisation à faible valeur ajoutée, sans jamais réussir à franchir l'étape de la sophistication, de l'exportation à fort contenu technologique et de la maturité. Le processus d'industrialisation est resté inachevé.

Dans les économies développées et matures, la désindustrialisation a eu lieu à des niveaux d'industrialisation, de revenu et de développement élevés. Elle a été le plus souvent associée à un saut technologique et à un phénomène « naturel » de changements structurels vers des activités plus productives dans les services. Il s'agissait d'une étape naturelle du développement, d'un passage à une ère post-industrielle dû en grande partie à des progrès technologiques et des gains de productivité. Les délocalisations industrielles dans les pays émergents plus compétitifs en main-d'œuvre non qualifiée ont toutefois accéléré le processus de désindustrialisation. L'externalisation des services a aussi contribué à la réduction du poids de l'industrie dans le PIB.

La perte de poids et l'essoufflement de l'industrie tunisienne ne sont pas dus à un phénomène naturel de maturité industrielle et économique et/ou à des changements structurels tels que vécus dans les pays développés.

Au contraire, plusieurs études ont montré que les changements structurels ont été limités sur les 20 dernières années et que les emplois détruits dans l'industrie, particulièrement dans le textile, ont souvent été remplacés par des emplois dans des secteurs moins productifs tels que la construction, le petit commerce et l'informel.

### Des causes multiples et profondes...

Des facteurs tant structurels que multiples sont à l'origine de cette désindustrialisation et à leur tête un manque de compétitivité.

Le tissu productif tunisien est composé en majorité de micros et petites entreprises fragiles qui n'ont pas pu résister à la concurrence en provenance de pays émergents souvent opérant sur de larges marchés avec une grande capacité de production. La Tunisie n'a pas réussi à faire face à la concurrence des pays émergents, producteurs à bas coûts, et très compétitifs. Il faut reconnaître que notre positionnement sur des exportations au plus bas de l'échelle de valeur nous met en concurrence directe avec des pays asiatiques champions en la matière. Ces pays ont réussi à mener des politiques leur permettant de concentrer les IDE et



*Le recul industriel jusque-là observé en Tunisie a généré des destructions d'emplois dans certains secteurs, tel que le textile*

d'attirer ceux fuyant les pays en perte de compétitivité dont la Tunisie.

La Tunisie se trouve piégée dans le groupe des pays à revenus intermédiaires, « Middle Income Trap », entre le groupe des pays émergents producteurs à faibles coûts et très compétitifs en main-d'œuvre non qualifiée et des pays développés basés sur l'innovation et la technologie.

Cela est aussi le résultat d'un manque d'attractivité du « site » Tunisie. Un environnement des affaires contraignant et décourageant, une instabilité sociale et politique, un accès au financement limité, un système éducatif inefficace, une rigidité sur le marché du travail, un système d'innovation inefficace ainsi qu'une infrastructure physique et digitale de mauvaise qualité ont contribué à la baisse de la compétitivité de l'industrie tunisienne et au détournement de l'IDE vers d'autres destinations.

Sont également pointés du doigt l'absence d'une politique industrielle active et effective, la multiplicité des acteurs et des programmes avec un manque de coordination et de synergies. Une mauvaise gouvernance et une faible capacité d'exécution des projets et des réformes en sont aussi responsables. Le classement de la Tunisie selon l'indice de compétitivité publié par le World Economic Forum a enregistré un recul de 60 places entre 2011 (32ème) et 2017 (95ème)<sup>2</sup>, illustrant parfaitement la situation de perte de compétitivité.

Enfin la progression du secteur informel et l'ouverture non maîtrisée des importations, particulièrement après la révolution, et la concurrence déloyale ont largement contribué à mettre en difficulté l'industrie manufacturière.

### Quelles sont les conséquences d'une désindustrialisation ?

L'industrie a souvent été la principale source de croissance et de développement des pays aujourd'hui à hauts revenus. Représentant une part importante dans le PIB, la croissance de l'industrie, en particulier manufacturière, a eu des impacts significatifs sur la croissance globale de ces pays. La R & D et le progrès technologique ont assez souvent émergé dans l'industrie pour se diffuser plus tard dans les autres secteurs.

Le développement d'une industrie moderne induit et génère une demande croissante de services contribuant ainsi au développement du secteur tertiaire via un effet d'entraînement. Une désindustrialisation peut induire une baisse de demande pour les services.

Le commerce international étant dominé par les produits manufacturés, une désindustrialisation induirait inéluctablement une baisse des opportunités d'exportations.

Par ailleurs, le secteur manufacturier est un gros employeur avec une forte capacité d'absorption

de main-d'œuvre aussi bien faiblement et moyennement qualifiée (abondante en Tunisie) que qualifiée. Le secteur offre des emplois relativement stables et moins précaires que dans certains secteurs du tertiaire (tels que le tourisme saisonnier, les services à la personne...). Une désindustrialisation serait la cause de pertes d'emplois et de tensions sociales pouvant menacer notre jeune démocratie.

L'industrie joue aussi un rôle de régulateur territorial par sa plus forte présence dans les régions comparativement aux services, souvent concentrés dans les milieux urbains. La désindustrialisation mène à la fragilisation des territoires concernés, à l'exode et aux crises urbaines.

Le recul industriel jusque-là observé en Tunisie a généré des destructions d'emplois dans certains secteurs, tel que le textile, mais au total l'emploi industriel a continué à progresser lentement au prix de plus faibles gains de productivité.

### De l'urgence de relancer l'industrie tunisienne...

Le processus de désindustrialisation est aujourd'hui entré dans sa phase agressive avec des conséquences pouvant être désastreuses sur la croissance, l'emploi, le déficit commercial, et les inégalités régionales.

La relance de l'industrie tunisienne relève à la fois de l'urgence et d'une vision à moyen et long terme. Elle nécessite une volonté nationale, la mobilisation de tous les acteurs et un plan de relance industrielle avec des objectifs clairs, des ressources



conséquentes, ainsi que des moyens et des instruments d'incitations fiscales et financières adaptés. L'intervention de l'Etat est plus que jamais importante pour le soutien et l'accompagnement du secteur dans son processus de modernisation et de transformation digitale.

Cela passe avant tout par l'amélioration de l'environnement des affaires et la levée des entraves à l'investissement. Alors que la compétitivité à l'échelle mondiale ne cesse de gagner en intensité, l'attractivité de la Tunisie a perdu des rangs précieux. La poursuite de politiques à même de permettre à la Tunisie d'améliorer sa compétitivité devrait être notre priorité. Au-delà du cadre réglementaire à simplifier aussi bien sur le papier que sur le terrain, cette dernière devrait reposer sur une politique d'investissement dans l'infrastructure visant la consolidation des pôles de compétitivité, de la logistique et du transport. Les investissements dans l'infrastructure digitale ainsi que la transformation digitale des entreprises devraient également être ciblés.

La vulnérabilité des entreprises formant le tissu industriel tunisien devrait nous inciter à repenser en même temps leur financement avec des outils ciblant la consolidation de leurs fonds propres, le financement de l'immatériel et de l'innovation et bien plus un véritable encadrement de la part des banques et des sociétés de capital-risque. L'Etat devrait allouer les

budgets nécessaires pour soutenir la PME notamment dans son programme de modernisation et de montée en gamme. Cela permettrait de disposer d'une masse critique d'entreprises de taille moyenne plus résilientes.

Au-delà des politiques industrielles horizontales de soutiens multisectoriels, des politiques verticales ciblant les activités à forte valeur ajoutée ainsi que les grands projets innovants et à forte capacité de création d'emplois sont nécessaires. Le gouvernement, à un haut niveau, doit travailler sur l'attraction de gros projets et de multinationales à grande capacité de création d'emplois, d'exportation et d'innovation. Il s'agit de ramener quelques donneurs d'ordre sur le territoire tunisien, quelques mastodontes des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, en vue d'impulser une dynamique de transfert technologique, d'innovation, de montée en gamme et d'insertion dans la chaîne des valeurs globales. Le mouvement de relocalisation d'entreprises européennes implantées en Asie du Sud-Est, attendu comme une réponse aux considérations de sécurité nationale, environnementales, de délai d'exécution, voire de compétitivité est une opportunité à saisir et à intégrer dans notre stratégie.

Aussi, le regain de compétitivité espéré ne saurait être atteint sans une politique de préservation et un cadre d'attraction du capital humain face à une fuite de cerveaux fort inquiétante. Formation, rémunération, R & D et

valorisation des métiers de l'industrie devraient ne pas échapper à la nouvelle stratégie.

A ce titre, il est recommandé de se référer au rapport élaboré par le Conseil d'Analyses Economiques en 2019 dans le cadre de son initiative louable visant la mise en place d'un « pacte pour la compétitivité économique et l'équité sociale » ainsi que des pactes sectoriels. Ce rapport a été le fruit d'une approche participative faisant intervenir tous les acteurs et les parties prenantes (Gouvernement, UTICA, CONECT, UGTT...). Il présente un ensemble de mesures détaillées en vue de relancer la compétitivité de l'économie tunisienne et en particulier de l'industrie et il peut constituer un bon point de départ pour le gouvernement.

Redorer le blason de l'industrie tunisienne grâce à une stratégie ambitieuse est légitime. Notre industrie n'a-t-elle pas été pionnière dans la rive sud de la Méditerranée !

### **Cela requiert un Etat stratégique et déterminé...**

La crise COVID-19 a rappelé au monde entier à quel point l'industrie est stratégique pour la sécurité nationale, notamment en limitant la dépendance de pays étrangers. Ses séquelles sur l'économie tunisienne ne devraient justement pas nous détourner d'un tel objectif, bien au contraire ! ■

<sup>1</sup> On parle de désindustrialisation d'un pays lorsqu'il y a une tendance à la baisse du poids de l'industrie dans le PIB ou/et dans l'emploi.

<sup>2</sup> Sur 140 pays, Davos.